

Les consciences de l'Europe montent au créneau

# Deux appels cinglants aux leaders européens

**Rien de commun a priori entre les ex-Premiers ministres italien et belge,** Mario Monti, économiste technocrate et Elio Di Rupo, chef de file des socialistes francophones. Si ce n'est la volonté farouche de défendre le futur d'une Europe qu'ils estiment tous deux menacée d'effondrement.

**Mario Monti,** ancien Premier ministre italien, ancien commissaire européen

## Sauver l'Europe

**L'ancien Premier ministre italien (de 2011 à 2013) rebondit dans le débat lancé il y a quelques jours par Étienne Davignon dans « Le Soir » et cinq autres grands journaux européens le 29 janvier dernier. L'ancien bras droit de Paul-Henri Spaak y déclarait notamment : « L'Union européenne est sur le point de s'écrouler et il n'y a presque aucun leader pour la défendre ».**

Peu de gens connaissent l'Union européenne comme Étienne Davignon, et très peu sont de ceux qui ont, comme lui, contribué à la construire. C'est un optimiste-volontariste de la trempe de Jean Monnet, qui disait à propos des difficultés initiales de la construction européenne : « Il n'y a de défaites que celles que l'on accepte » sans réagir. Donc si Étienne Davignon lance ce cri d'alarme, il faut le prendre très au sérieux.

J'ai peur, moi aussi, qu'une désintégration de l'UE ne soit sur le point d'advenir. Je crois que la Grèce restera dans la zone euro et je crois même que la Grande-Bretagne restera dans l'UE. Ce que je crains n'est donc pas une désintégration par séparation, mais une forme encore plus grave : une désintégration par refus de cette intégration venant de nombreux citoyens d'un grand nombre d'États membres.

Si ce sont les citoyens qui veulent la fin de l'Union européenne, on pourrait se dire « mais quel est alors le problème » ? Selon moi, le problème est énorme et double. Il est perceptible dans les causes de ce processus et, malheureusement, ses conséquences peuvent être facilement imaginées.

### Les causes du rejet

Les citoyens voient clairement que l'UE ne fonctionne pas. Souvent, elle n'arrive pas à décider. Et quand elle décide, il arrive parfois qu'elle ne parvienne pas à mettre en œuvre ce qu'elle a décidé. Les citoyens sont déçus, et tournent le dos à l'UE. Mais si celle-ci ne fonctionne pas, c'est en grande partie dû au fait que depuis quelques années, les gouvernements des États membres ont cessé de voir en elle

un investissement, le grand chantier pour construire une maison commune, dans l'intérêt aussi de chaque pays.

Désormais, ils voient dans l'UE un « bien de consommation ». Quand ils vont à Bruxelles pour participer aux travaux du Conseil, ils n'apportent plus leur brique à l'édifice ; ils cherchent plutôt à en détacher une de la maison à moitié construite, à la broyer et à en transformer la poussière (oui, de la poussière d'Europe) en adhésion de leur opinion publique nationale, à leur personne et leur parti.

Nombre de politiciens nationaux, qui se revendiquent souvent proeuropéens – peut-être même croient-ils l'être ! – sont devenus des maîtres maçons de la déconstruction européenne. Dans ce *reverse engineering* raffiné, ils visent à extraire de la brique un peu de

popularité domestique, soit par des actes (c'est-à-dire les décisions qu'ils prennent à cette table des 28, décisions attribuées à l'UE mais qui, en réalité, sont souvent une cacophonie résultant de 28 intérêts politiques qui se cachent généralement sous le nom d'« intérêts nationaux »), soit par des mots (la manière, souvent caricaturale ou trompeuse, dont ils décrivent l'UE à leurs concitoyens).

Depuis plusieurs années, on assiste dans de nombreux pays européens – mais aussi ailleurs, par exemple aux États-Unis – à une transformation des systèmes politiques nationaux, de plus en plus obsédés par le court et le très court terme, où les politiciens sont amenés à rechercher le consensus non seulement aux élections, mais à chaque sondage. Les spécialistes compétents parlent désormais

d'une dégénérescence des politiques nationales qui s'exprime par trois types de dérives :

1. le *short-termisme* prend le pas sur les préoccupations de long terme ;

2. le *leadership politique* devient un « *followership* » (suivisme) politique pour lequel la recherche du consensus, et non la conduite du pays, constitue l'impératif catégorique ;

3. la narration prime sur la réalité, le *story-telling* sur l'Histoire.

Dès lors, il me semble impossible de trouver le moyen de « sauver » l'intégration européenne obtenue jusqu'ici pour la rendre plus

efficace, pour la faire progresser sur le terrain crucial de la politique étrangère, de la sécurité intérieure et extérieure, mais aussi dans les domaines plus traditionnels que sont le marché, la monnaie et la

croissance, si l'on ne se pose pas ensemble la véritable question : avec de telles politiques nationales, qui, par l'intermédiaire du Conseil européen, occupent le poste décisif pour faire ou défaire l'UE, la construction de l'Europe est-elle encore possible ? Et encore vraiment désirée ?

### Une double tempête

Comme Étienne Davignon, je pense que la fin de l'intégration européenne (peu importe qu'il s'agisse d'une désintégration effective ou de l'arrêt du renforcement de la construction actuelle, parce que même dans ce dernier cas, l'UE ne résisterait pas longtemps à la double tempête qui s'abattraient sur elle du fait d'une mondialisation non maîtrisée et du détachement de ses citoyens, alimenté en

grande part précisément par les 28 chefs de gouvernement qui siègent au sommet de l'UE) aurait des conséquences très graves pour les citoyens de tous nos pays.

Je ne répéterai pas ce qui a été mis en lumière par Étienne Davignon. Je voudrais aller un cran plus loin. En janvier 1995, devant le Parlement européen, le président François Mitterrand a dit : « *Le nationalisme, c'est la guerre* ».

Depuis lors, dans beaucoup de pays européens, les nationalismes sont devenus une réalité concrète et forte. Aujourd'hui, ils donnent l'impression d'être compatibles ou même en synergie les uns avec les autres parce qu'ils ont un objectif commun, à savoir retirer de l'espace à l'UE pour le donner aux souverainetés nationales. Mais dans une Europe sans Union euro-

péenne, les nationalismes auraient tendance à s'affronter mutuellement. Dans cette phase historique au cours de laquelle les guerres, à l'intérieur même du continent européen et encore plus à ses frontières, sont malheureusement redevenues une réalité, et une réalité fréquente, peut-on véritablement penser que sans le cadre solide d'une coexistence organisée dans l'Union, les nation-

alismes de nos pays ne recourraient pas aux armes, ensanglantant de nouveau le territoire de l'actuelle UE, comme ils l'ont fait si souvent dans l'Histoire ?

### La souveraineté nationale

Mais à côté de ce risque terrible, il y aurait d'autres conséquences, lourdement ironiques, pour ceux qui voudraient récupérer tous les pouvoirs, ou presque, conférés jusqu'ici à l'UE par les États membres. De façon générale, je pense par exemple aux mouvements nationalistes ou antieuropéens qui sont en train de s'affirmer en Italie et qui veulent davan-

tage de souveraineté nationale, une Allemagne moins dominante, un poids moindre de la politique et de la bureaucratie sur les citoyens et les entreprises.

Un certain nombre de pouvoirs exercés aujourd'hui en commun et selon des règles déterminées dans l'UE, seraient rendus aux États. Mais attention : en général, ces pouvoirs avaient été transférés en leur temps au niveau communautaire précisément parce que les États constataient avec inquiétude qu'ils ne parvenaient plus à les exercer, car la mondialisation était de fait en train de transférer ces pouvoirs nationaux aux marchés, aux entreprises multinationales et aux grandes puissances extra-européennes.

Que l'on essaie plutôt d'améliorer la façon dont la Commission, la Banque Centrale Européenne et les autres institutions européennes exercent ces pouvoirs, que l'on essaie d'avoir davantage voix au chapitre. La restitution au niveau national, dans un monde encore plus globalisé aujourd'hui, produirait en effet une brève excitation suivie d'une impuissance permanente.

Je ne rentrerai pas ici dans la question de savoir quel est aujourd'hui le poids de l'Allemagne dans les décisions relatives aux politiques européennes, dans quelle mesure ce poids dépend de la force et de la capacité allemandes à la table des négociations européennes ou de la faiblesse ou incapacité des autres à faire valoir leur

point de vue. Mais ceux qui pensent qu'en l'absence d'UE, ou avec une UE dotée de moindres pouvoirs, l'Allemagne pèserait moins qu'aujourd'hui dans les affaires économiques, monétaires et politiques européennes, se trompent.

Si l'UE cessait d'exister, tous les pays se retrouveraient à nu, avec leurs forces et leurs faiblesses,

dans une nouvelle Europe qui ressemblerait à une jungle. Marine Le Pen pense-t-elle que la France serait plus forte, les citoyens et les entreprises plus forts, si l'on revenait au franc en France et au mark en Allemagne ? Matteo Salvini et le groupe dirigeant du Movimento 5 Stelle pensent-ils que les entreprises italiennes trouveraient plus d'espace sur le marché italien et international, s'il n'y avait plus à Bruxelles une autorité de la concurrence pour sanctionner les cartels et les abus de position do-

minante sur le marché, y compris de la part des entreprises allemandes ou des multinationales américaines, et pour interdire également à la riche Allemagne de subsidier ses entreprises en vue d'évincer ses concurrentes italiennes ?

### L'exemple italien

La lutte contre le poids et le coût excessifs de la politique et de la bureaucratie est sacro-sainte. Il faut maintenir la pression aussi bien sur Bruxelles que sur les capitales nationales.

Mais certains jeunes dirigeants politiques ne se rappellent peut-être pas qu'en Italie en particulier, le point de départ d'un certain amaigrissement (encore insuffisant) des structures gouvernementales pléthoriques et inefficaces, du secteur para-étatique, de

l'industrie à participation publique, a précisément résulté d'une plus grande ouverture vers l'Europe grâce à la création du marché unique, puis de la monnaie unique. Cette ouverture a donné, par exemple, la liberté aux épargnants italiens d'investir leur épargne également à l'étranger, et non plus seulement en Italie.

En parallèle avec cette plus grande liberté privée, l'État a dû freiner son déficit, qui pouvait jusqu'alors être considérable et pourtant trouver à se financer sans problème avec les placements en réalité forcés des épargnants en titres de l'État italien. L'UE, qui a forcé à discipliner les aides d'État, n'a ainsi plus autorisé les entreprises publiques à faire de la concurrence déloyale aux entreprises privées, ni les partis politiques à se faire financer par leurs protégés placés à la tête de ces entreprises pu-

bliques. Conscient de la nécessité d'un sursaut politique et éthique, Étienne Davignon demande que l'on procède aujourd'hui à une sorte de « serment du Jeu de paume », cet engagement passé le 20 juin 1789 à Paris par les représentants du Tiers état, du clergé et de la noblesse réunis au Jeu de paume de ne pas se séparer avant d'avoir rédigé une Constitution. Plus modestement, je voudrais qu'il y ait au moins un « serment de Justus Lipsius », du nom du bâtiment dans lequel les chefs d'État et de gouvernement se réunissent à Bruxelles. Au début de chaque réunion du Conseil européen, chacun d'entre eux devrait jurer non pas d'oublier l'intérêt de son pays, mais de ne rien faire qui soit contraire à l'intérêt commun européen lors de sa participation aux décisions du Conseil. ■

## la carte blanche

Elio Di Rupo, président du PS

# Mister Money contre Monsieur Monnet

**L'Union européenne a dévoilé mardi ses propositions pour faire en sorte que le Royaume-Uni reste dans l'Union. Un compromis qui est loin de satisfaire le président du Parti socialiste, Elio Di Rupo.**

Plutôt que de mobiliser toutes leurs énergies pour répondre aux difficultés auxquelles les Européens doivent faire face, les dirigeants européens sont aujourd'hui contraints de chercher un compromis avec David Cameron. Mais David Cameron ne veut pas d'une Europe qui fonctionne mieux ; il veut une Europe qui fonctionne moins. Il veut une Europe au service des banques et non une Europe qui protège ses citoyens.

Le projet d'accord dévoilé mardi par le Président du Conseil européen n'a pas de quoi nous réjouir. David Cameron obtient d'ores et déjà un droit de regard sur la zone euro, un mécanisme pour pouvoir limiter les aides sociales aux travailleurs intra-européens, l'accélération de la suppression de droits pour améliorer la compétitivité européenne.

Je défie qui que ce soit de nous démontrer en quoi ceci ouvre la voie à une Europe meilleure. Et nous ne sommes sans doute pas au bout de nos peines car David Cameron s'est déjà empressé de déclarer qu'il y avait encore à faire pour le satisfaire.

Les conditions posées par David Cameron pour faire campagne en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne n'auront qu'un résultat : amorcer le démantèlement de l'Union européenne. Soit en entravant les possibilités de développer une Union plus démocratique et solidaire – qui serait pourtant bien nécessaire –, soit en provoquant la première sortie d'un Etat membre de l'Union européenne.

Le chantage de David Cameron à l'égard de ses collègues consiste à échanger le maintien de son pays dans l'Europe contre un détricotage des acquis essentiels et une paralysie de l'Union européenne.

C'est Mister Money contre Monsieur Monnet.

### Discours cynique et mercantile

Deux conceptions de l'Europe s'aff-

frontent ici. D'un côté, la volonté de réduire l'Union à sa plus simple expression, le retour en force du populisme, la recherche du profit économique au détriment des travailleurs, la violation du principe d'égalité entre citoyens européens. De l'autre, un objectif d'intégration progressive inscrit dans les Traités, une protection des travailleurs les plus précarisés et le respect du principe fondamental de libre circulation au sein de l'Union.

Rarement, il m'aura été donné d'entendre un discours aussi cynique, aussi mercantile et aussi destructeur pour l'Europe. Rarement, on aura à ce point défendu les égoïsmes nationaux et remis en cause des institutions aussi fondamentales pour le bon fonctionnement de l'Union que le Parlement européen ou la Cour européenne de Justice. Cette vision abaisse le projet d'un Jean Monnet au niveau des pâquerettes du néolibéralisme.

Quand il réclame un droit de regard sur les décisions de la zone euro, zone dont il n'est pas membre, il s'attaque à ce qui devrait être le moteur de l'Europe. Car la zone euro, c'est-à-dire les pays qui partagent la même monnaie, doit pouvoir gé-

néer des progrès sociaux et économiques. C'est sa raison d'être ! Et à terme, tous les Etats membres de l'Union devraient pouvoir partager ces progrès, dans un vaste mouvement de convergence. David Cameron, malheureusement, ne veut pas de cette évolution trop progressiste pour lui. Il veut tenir le Royaume-Uni en dehors de toute intégration politique.

A la veille des 60 ans des traités de Rome, ceux qui, comme Charles Michel, espèrent encore pouvoir trouver dans le chantage de David Cameron la moindre opportunité pour réformer l'Europe, se révéleront, tôt ou tard, les complices de la déliquescence, voire de la fin du projet des pères de l'Europe.

### **Une vision très étriquée**

Une Union européenne n'a de sens que si l'on y partage les mêmes objectifs fondamentaux. Or, M. Cameron développe une vision de l'Europe très étriquée, sans souffle ni perspectives pour les futures générations. S'engager pour l'Europe, ce

n'est pas manœuvrer pour renforcer les banquiers de la City, ce n'est pas réduire les droits des travailleurs, ce n'est pas affaiblir le Parlement européen, ce n'est pas créer différentes catégories de citoyens européens.

Voilà pourquoi je réagis. Voilà pourquoi nous devons tous nous mobiliser. Il est clair que l'urgence est à nos portes et que l'Europe doit changer. Mais certainement pas dans la direction que veut nous faire prendre David Cameron.

Je ne cesserai de le dire, le fonctionnement de l'Europe doit être repensé pour devenir véritablement démocratique. Les Européens doivent prendre eux-mêmes les décisions qui engagent leur avenir, et non les ministres des Finances de la zone euro.

Nous devons mettre fin à la compétition fiscale entre les Etats membres et au dumping social qui permet l'exploitation des travailleurs au sein de l'Union. Le modèle social et environnemental européen doit être renforcé, pas détruit. Nous devons

donc sortir les Européens de l'austérité, en permettant aux Etats de retrouver les marges de manœuvre nécessaires au lancement de projets ambitieux.

L'Europe se trouve à un tournant et, c'est triste à dire, la sortie de route nous guette. Aujourd'hui, de plus en plus de dirigeants européens se détournent des valeurs fondamentales de l'Europe. En Hongrie, en Slovaquie, en Pologne ou encore au Danemark, on n'hésite plus désormais à bafouer les valeurs censées nous unir et guider notre action. C'est désolant et surtout inacceptable.

Chaque concession aux adversaires d'une Union forte et solidaire nous affaiblit collectivement et nous divise. Le moment est venu d'opposer un front du refus, de mobiliser tous ceux qui croient en l'Europe et de reprendre le chemin d'un progrès partagé par tous.

Entre l'Europe de David Cameron et celle de Jean Monnet, le Parti socialiste belge a fait son choix. ■